

LE CHOIX DE LA VIE

À quelques jours du Salon de l'agriculture, le débat sur le bien-être animal bouscule le monde agricole. Les remises en question sont nombreuses. Mais des paysans apportent des réponses.

VEAUX, VACHES, COCHONS : À COUVER !

THOMAS LOUPRE/ÉMERGENCE POUR LA VIE

GUYLAIN PAGEOT élève ses vaches dans sa ferme en biodynamie, à Bourgneuf-en-Retz (Loire-Atlantique). Il les soigne avec de l'homéopathie et des huiles essentielles.



Dans la salle polyvalente de Drucat-le-Plessiel, une petite commune de 914 habitants dans la périphérie d'Abbeville (Somme), il se tient au premier rang. En cinq ans, Martial Mouqueron, 45 ans, n'a pas raté une seule manifestation contre la « ferme-usine ». « *Leurs vaches vont passer toute leur vie dans un hangar sans jamais aller dans les champs, dénonce-t-il. Pour eux, elle est une machine, juste bonne à produire du lait et du méthane. Leur système est totalement hors sol.* » D'ailleurs, sous les coups de boutoir d'une coalition qui regroupe riverains, agriculteurs de la Confédération paysanne, défenseurs des animaux et écologistes, la « ferme des 1000 vaches » bat désormais de l'aile. En infraction pour agrandissement illégal, elle est sous la menace d'un jugement du tribunal administratif, et son lait se vendrait à perte en Belgique. L'association Novissen (Nos villages se soucient de leur environnement, dont l'acronyme peut aussi se lire « Nos vies saines »), qui tient ce jour-là sa cinquième assemblée générale à Drucat-le-Plessiel, y a contribué. Elle revendique 3000 adhérents.

UN DÉBAT INCONTOURNABLE

« *Le mérite de Novissen, c'est d'avoir mis en lumière l'industrialisation de l'agriculture et de nous amener à nous poser des questions sur notre alimentation* », assure Martial Mouqueron, également membre de l'association de protection de l'animal L214 et qui ne consomme plus de viande. « *Je suis devenu végétarien en 2004 et végétalien en 2016. Mais je ne juge pas les gens à ce qu'ils ont dans leur assiette. Nous posons juste une question éthique : "Est-ce qu'il y a un sens à élever des animaux pour les manger ?" Libre à chacun ensuite de se déterminer. On n'est d'ailleurs pas contre les éleveurs, se défend-il. Mon père habitait la campagne et élevait lui-même des cochons et des poules, à l'ancienne. Ce n'est pas le véganisme qui a poussé les paysans dans la crise actuelle de l'agriculture, mais bien l'élevage intensif et industriel.* »

Contestation de la « ferme des 1000 vaches » en Picardie, incendie criminel de la « ferme des 1000 veaux » en Creuse avec l'inscription « *Non aux camps de concentration !* », vidéos de L214 montrant des actes de cruauté sur des animaux dans plusieurs abattoirs, commission d'enquête parlementaire sur les abattoirs français, publication de nombreux ouvrages « antisécistes » (refusant l'idée de placer l'espèce humaine avant toutes les autres pour justifier l'exploitation animale) : un débat passionné sur

le bien-être animal, jusqu'ici réservé à quelques cercles de spécialistes, est apparu au grand jour. À tel point qu'au 54^e Salon de l'agriculture, qui ouvrira ses portes le 25 février à Paris, les organisateurs craignent désormais l'irruption d'« animalistes », des militants de la cause animale. Le monde agricole, déjà en grande difficulté économique, est d'autant plus déstabilisé par cette nouvelle revendication qu'il ne l'avait pas vue venir. Comme l'indique cette réflexion d'un agriculteur, entendue lors d'un colloque : « *On avait déjà les écologistes sur le dos, maintenant ce sont les végétariens...* »

L'ÉLEVAGE, « UN NOUVEL ESCLAVAGISME » ?

Faut-il pourtant tous les mettre dans le même sac ? Les militants de la cause animale sont, en effet, très divers. Il y a d'un côté les « welfaristes » (de l'anglais *welfare*, bien-être) qui se battent surtout pour l'amélioration des conditions d'élevage, en mettant principalement en cause l'agriculture industrielle et qui rejoignent en cela les préoccupations de nombreux agriculteurs (de la Confédération paysanne à ceux qui s'engagent dans le bio). Et, de l'autre, les « abolitionnistes », dont certains, au-delà de la revendication d'un nouveau régime alimentaire sans viande, ne cachent pas qu'ils veulent mettre fin à toute forme d'élevage, assimilant même celui-ci à « *un nouvel esclavagisme* ».

Au siège de la branche française de CIWF (Compassion in World Farming), une association créée il y a 50 ans en Angleterre par un éleveur laitier, on affiche clairement son appartenance au courant « welfariste ». « *Nous nous battons pour un élevage extensif respectueux des animaux. Avec les cinq critères du bien-être animal (lire ci-contre) définis sur le plan européen* », informe Léopoldine Charbonneaux, sa directrice. « *Dans l'ensemble, nous ne sommes pas végétariens, même si certains d'entre nous le sont par choix personnel* », précise-t-elle, en confiant que son père était éleveur de charolais dans la Nièvre et « *avait souvent du mal à emmener ses bêtes à l'abattoir* ». « *Nous, nous disons aux gens de réduire la consommation de viande, de préférer la qualité à la quantité, car nous sommes avant tout des pragmatiques.* » D'où le recours à des campagnes de lobbying très ciblées sur les firmes agroalimentaires et les marques de la grande distribution pour qu'elles orientent leur approvisionnement vers « *des élevages non industriels, où le lien avec le sol et le plein air est respecté* ». Avec un succès grandissant, comme en témoigne le bannissement progressif des œufs de poules en batterie (lire l'article

Les cinq principes du bien-être animal

L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en donne la définition suivante

- 1/ Ne pas souffrir de la faim ou de la soif :** accès à de l'eau fraîche et à une nourriture adéquate assurant la bonne santé et la vigueur des animaux.
- 2/ Ne pas souffrir d'inconfort :** environnement approprié comportant des abris et une aire de repos confortable.
- 3/ Ne pas souffrir de douleurs, de blessures ou de maladies :** prévention ou diagnostic rapide et traitement.
- 4/ Pouvoir exprimer les comportements naturels propres à l'espèce :** espace suffisant, environnement approprié aux besoins des animaux et contact avec d'autres congénères.
- 5/ Ne pas éprouver de peur ou de détresse :** conditions d'élevage et pratiques n'induisant pas de souffrances psychologiques.

Sources : OIE et ministère français de l'Agriculture.



page 19), une campagne que CIWF avait lancée dès 1970 et qui avait donné naissance à une réglementation européenne déjà plus contraignante en 2012. « *C'est notre façon d'agir. Y compris de discuter avec les "méchants" pour les faire évoluer.* »

UN POSITIONNEMENT PARFOIS RADICAL

À Paris XIX^e, près des Buttes-Chaumont, au siège tout neuf de L214 – du nom d'un article du code pénal de 1976, qui reconnaissait pour la première fois « *l'animal comme un être sensible* » –, on assume, au contraire, un positionnement radical : « *Pour nous, le bien-être animal est un concept inventé pour se rassurer dans le fait de pouvoir continuer à manger des animaux en toute bonne conscience* », assène Brigitte Gothière, cofondatrice de l'association avec son compagnon, Sébastien Arzac, un couple devenu progressivement végétarien. « *Certes, on n'est pas contre des améliorations ponctuelles des conditions d'élevage, précise-t-elle, mais, à travers la promotion du véganisme, on veut aussi poser la question de l'antispécisme.* »

En un mot, abolir la distinction qualitative faite entre les espèces animales et humaines. Un combat que les abolitionnistes placent sur le même plan que la lutte contre le racisme et le sexisme... Pourtant, si ce deuxième aspect fait partie intégrante des buts poursuivis par L214, il est souvent ignoré du grand public, qui

DÉSHUMANISATION de l'élevage laitier à la fameuse « ferme des 1000 vaches » dans la Somme.

retient surtout les vidéos coups de poing de l'association, tournées clandestinement dans des abattoirs et des élevages industriels. Et qui dénoncent toutes des pratiques choquantes : animaux égorgés alors qu'ils sont encore vivants, poussins mâles broyés dès leur naissance, abattage de vaches gestantes... Autant d'images chocs qui ont conduit l'Assemblée nationale à créer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'abattage dans les abattoirs français, présidée par Olivier Falorni, député de Charente-Maritime (divers gauche). Un travail remarquable, d'abord par son écoute (tous les protagonistes du dossier, des plus modérés aux plus radicaux, ont été auditionnés pendant trois mois), puis par son rapport publié en septembre 2016 (plus de 300 pages, synthétisé en 65 propositions concrètes d'amélioration) et, au final par un projet de loi qui, voté le 12 janvier 2017, a abouti à l'instauration de la vidéosurveillance obligatoire dans les abattoirs à partir du 1^{er} janvier 2018.

RÉACTIONS SYNDICALES

Chez les représentants du monde agricole, ce nouveau débat sociétal est pris très au sérieux. Ainsi, à la FNSEA, c'est Christiane Lambert, numéro deux du puissant syndicat agricole et elle-même éleveuse de porcs dans le Maine-et-Loire, qui est en charge de ce dossier : « *Avant, c'était un sujet militant ; plus*

Sans viande : qui mange quoi ?

On estime entre 2 et 3 % le nombre de Français qui sont végétariens, soit de 1 à 1,5 million de personnes. Par ailleurs, il faut distinguer les différentes pratiques alimentaires :

LES VÉGÉTARIENS : ils ne mangent ni viande rouge, ni viande blanche, ni poisson, ni crustacés, ni mollusques.

LES VÉGÉTALIENS : ils ont le même régime que les végétariens, duquel ils retirent les œufs, le lait et même le miel. Ils ne consomment que des aliments issus du monde végétal.

LES VÉGANS : au-delà du régime alimentaire, c'est aussi un mode de vie. Ainsi, il n'est pas question qu'un végan porte ou utilise un produit ayant porté atteinte, selon lui, à la cause animale, comme le cuir ou la laine.

LES FLEXITARIENS : une tendance nouvelle et la plus en augmentation. Ce sont des personnes qui continuent à manger de la viande, mais beaucoup moins, et qui alternent avec des menus végétariens.

maintenant, reconnaît-elle. C'est un mouvement de fond, pas un microévénement. Qui se traduit notamment par la baisse régulière de la consommation de viande en France (- 7 % depuis 1998). Et même si certaines associations jouent sur un registre émotionnel vis-à-vis d'une population qui a perdu tout contact avec le monde rural, c'est à nous agriculteurs d'y répondre et d'être plus transparents sur nos méthodes d'élevage. » Elle

fait ainsi la tournée des différentes associations de producteurs (bovins, lapins, poules, cochons, etc.) pour les pousser à adopter « des démarches de progrès ». Jusqu'à remettre en question l'élevage industriel ? « Il faut arrêter avec cette image d'Épinal du "small is beautiful", rétorque-t-elle. Ce n'est pas le problème, ni la solution : un élevage de grande taille et moderne peut être, lui aussi, aux normes et respecter l'animal. »

Une divergence de fond avec la Confédération paysanne, qui, elle, combat frontalement l'élevage industriel. Ainsi pour Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne et éleveur bio de bovins dans la Loire, « les pratiques de l'agriculture industrielle, ainsi que celles des gros abattoirs aux cadences infernales pour les salariés, déshumanisent notre métier. Au contraire, l'agriculture paysanne permettrait de retrouver un lien entre le bien-être de l'éleveur et celui de l'animal. » Pourtant solidaire dans certains combats contre des projets de ferme-usine, la Confédération paysanne aujourd'hui prend ses distances avec L214 : « Il y a une dérive inquiétante de ce mouvement qui utilise de plus en plus des méthodes qui nous interrogent, notamment en pénétrant de force dans les abattoirs et les exploitations. Leur projet, c'est de détruire l'élevage », accuse-t-il.

En parallèle, le débat est de plus en plus vif chez les philosophes et les sociologues. Ainsi, pour Florence Burgat, directrice de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), auteure du livre *La Cause des animaux. Pour un destin commun* (Buchen-Chastel, 2015), « l'élevage est une vaste entreprise de mise à mort ». Ce qui fait bondir sa collègue de l'Inra, →

Halal et casher suscitent des polémiques. Certaines techniques d'étourdissement permettraient d'éviter une agonie douloureuse.

L'abattage rituel peut-il évoluer ?

C'est une dérogation qui fait débat : depuis 1964, les abattoirs produisant de la viande halal ou casher sont autorisés à ne pas étourdir les animaux avant la saignée. Cette exemption a été confirmée par la Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil d'État au nom de la liberté de religion imposée par le principe de laïcité.

En 2014, cet abattage sans étourdissement concernait 15 % des bovins et 27 % des ovins en France. Un système d'enregistrement des commandes garantit que les bêtes égorgées sont destinées au marché halal ou casher uniquement, empêchant l'existence d'un « halal caché ».

Peuvent néanmoins se retrouver sur les étals « non rituels » les bêtes dont la sacrifice a été ratée ou bien, dans le cas du casher, les morceaux de l'arrière de l'animal considérés comme impropres. Ces deux cas, s'ils ne représentent qu'une infime part de la viande sortie des abattoirs en France, posent la question d'un étiquetage spécifique indiquant la pratique ou non d'un étourdissement.

Dans leur récent rapport sur l'abattage en France, les parlementaires proposent, pour leur part, d'explorer deux techniques d'étourdissement qui seraient compatibles avec l'exigence commune aux rituels casher et halal que la bête soit égorgée vivante : l'électronarcose, un étourdissement

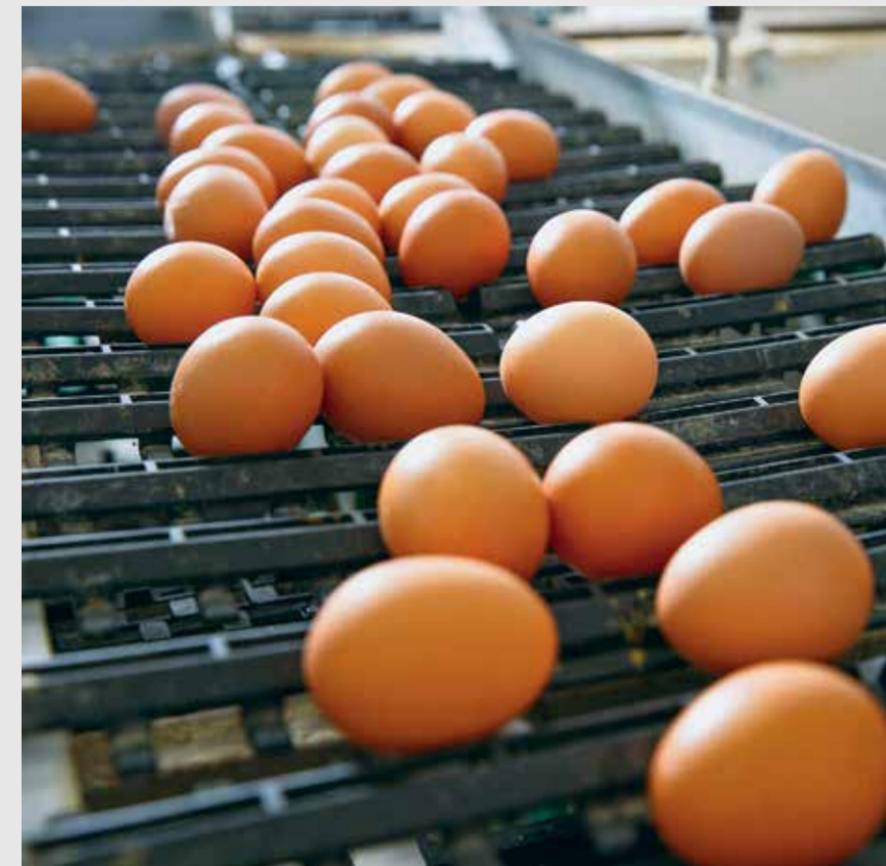
temporaire juste avant la saignée et l'étourdissement post-jugulation visant à lui éviter les douleurs de l'agonie.

Mais il est peu probable que ces procédés soient adoptés dans l'abattage rituel car les responsables religieux y sont plutôt opposés. Côté juif, il n'en a jamais été question. Côté musulman, l'électronarcose est autorisée par certains organismes certificateurs, la bête étant réputée vivante lors de la saignée. Jusqu'à quand ? Il semble qu'un consensus émerge dans les pays musulmans sur le refus de l'étourdissement. En France, l'absence de clarté dans la norme halal et un regain de religiosité font que l'on s'oriente vers plus de rigorisme. ▶ LAURENCE DES JOYAUX

Aiguillés par les associations, les consommateurs font pression sur l'industrie avicole. La fin programmée des œufs de poules en cage

C'est un raz de marée. La quasi-totalité des géants de la grande distribution (Carrefour, Lidl, Aldi, Système U, Intermarché, etc.), mais aussi les hôtels du groupe Accor (Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis), des fabricants (biscuiterie Saint-Michel, Lu, Amora, etc.) ou des poids lourds de la restauration (Sodexo, McDonald's) s'engagent, un par un, à cesser de vendre ou d'utiliser en France des œufs de poules élevées en cage, et ce d'ici à 2020 ou 2025, suivant les cas. Atac le fait déjà depuis 2015 et Monoprix depuis avril 2016. « C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine que nous avons commencé dans les années 1970 et qui est d'abord passé par l'adoption d'un nouveau règlement européen en 2012 », se souvient Léopoldine Charbonneaux, de l'association CIWF France. Avec ce fameux code désormais inscrit sur chaque œuf : 0 (plein air bio), 1 (plein air, Label rouge), 2 (au sol) et le triste 3 (en cage). Pour ce dernier, désormais honni, une vidéo de L214, l'autre grande association de protection animale, au militantisme plus radical, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la maltraitance animale.

Sur cette vidéo, assez insoutenable et diffusée en mai 2016, on voit dans un poulailler industriel de l'Ain (200 000 poules pondeuses) des gallinacés décharnés, des amas de fiente sur les œufs, des asticots sur le sol et même des cadavres de poules... Un spectacle à mille lieux des publicités lénifiantes des marques de l'agroalimentaire ou de la vitrine qu'est le Salon de l'agriculture. Il donna lieu à la fermeture de l'établissement par le ministère de l'Agriculture et surtout à une accélération du mouvement des grandes surfaces pour cesser de s'approvisionner dans ce type d'élevage. « La cage, c'est un symbole de l'élevage industriel, mais au sol (le code 2), ce n'est guère mieux », précise CIWF. L'idéal, c'est que la poule puisse se percher, prendre des bains de poussière, picorer dans la terre, bref, sortir. » Comme seuls le garantissent les codes 0 et 1 avec des normes précises de densité au mètre carré, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du poulailler,



et aussi d'alimentation. D'ailleurs, côté consommateur, la demande est tellement forte qu'il n'est pas sûr que l'ensemble de la filière avicole (2 800 éleveurs, 47 millions de poules pondeuses dont 66 % élevées en cage, 14,7 milliards d'œufs produits par an) puisse répondre à ces nouvelles attentes d'ici à 2025. « Certaines semaines, on est en rupture de stock d'œufs bio ou de plein air », confie ainsi une grande marque.

« Au-delà de l'action militante de certaines associations de protection animale qui nous ont envoyé des pétitions ou, comme L214, ont parfois mené des manifestations devant nos magasins, nous sentons, en effet,

monter une nouvelle demande chez nos clients pour plus de qualité et moins de quantité. On a quitté la niche pour le volume », reconnaît Thierry Desouches, porte-parole de Système U. « Et si ce n'est pas vrai pour tous les produits, ajoute-t-il, nos clients sont prêts à payer un peu plus cher des produits à la fois de grande consommation et bon marché, comme le lait et les œufs. » De leur côté, les associations de protection animale sont déjà passées à un autre dossier, celui des lapins, dont 99 % sont élevés en cage en Europe, que CIWF veut remplacer par des « systèmes en parc » où les lapins pourraient « bondir, se redresser, se cacher, ronger... » ▶ O.N.

La demande est si forte qu'il n'est pas sûr que la filière avicole puisse répondre à ces attentes d'ici à 2025.



EXTRAIT D'UNE VIDÉO DE L214 tournée en novembre 2016 dans un abattoir de Limoges et dénonçant l'abattage de vaches gestantes.

AFP PHOTO/L214 ASSOCIATION

Jocelyne Porcher, auteure de *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXI^e siècle* (La Découverte, 2014), pour qui « la viande, ce n'est pas un cadavre. Cette notion lapidaire et culpabilisante passe à côté de tout le travail des éleveurs avec les animaux, ceux qui refusent le modèle industriel et qui rendent le monde plus beau. »



À SAVOIR

54^e Salon de l'agriculture
Sur le thème « L'agriculture : une passion, des ambitions », il se tiendra du 25 février au 5 mars, tous les jours de 9 h à 19 h (pas de nocturnes), porte de Versailles, Paris XV^e. Adultes : 14 € ; enfants 6-12 ans : 7 €. www.salon-agriculture.com

VERS UNE ÉVOLUTION DU MODÈLE ?

Une voie moyenne, raisonnable, est-elle possible ? Certains signes permettent d'entrevoir des points de convergence entre les deux grands courants « animalistes ». D'abord, c'est celui exprimé par le manifeste « Animal politique ». Pour la première fois, 26 associations de protection animale – des plus anciennes comme la SPA aux plus militantes comme L214, en passant par la Fondation Brigitte Bardot et la Fondation 30 Millions d'amis, CIWF, Welfarm, etc. – se sont mises d'accord sur 30 propositions pour porter la condition animale au cœur des enjeux politiques, à la veille de la présidentielle. Et les cinq qui concernent l'élevage – allant de « favoriser le plein air » à « limiter la durée des transports d'animaux » et « rendre systématique l'étourdissement avant toute mise à mort » à l'abattoir – sont plutôt consensuelles. Pour Lucille Peget, coordinatrice de ce projet, « cela n'a pas été si difficile de se mettre d'accord entre nous – cinq à six mois de discussion en tout – car même les abolitionnistes reconnaissent qu'il faut progresser pas à pas. »

D'autres voix montrent également le chemin d'une évolution, à la fois radicalement nouvelle mais possible, du modèle agricole. Ainsi, les chercheurs de Solagro, entreprise associative basée à Toulouse, tous fervents partisans de l'agroécologie, ont élaboré un scénario baptisé « Afterres 2050 ». Dans celui-ci, tenant compte des nouvelles demandes de la société (produits agricoles de qualité, respect des animaux, mais aussi lutte contre le changement climatique, production d'énergies renouvelables, etc.), ils ont élaboré différents scénarios agissant à la fois sur l'alimentation humaine (en réduisant de 25 % la consommation de protéines, et donc de viande), les pratiques culturales (en préconisant 50 % des surfaces en bio) et la taille des élevages (en diminuant le nombre de vaches laitières par deux et celui des vaches à viande par six), notamment en raison de leurs émissions de méthane. « Pour autant, un scénario végétarien, zéro vache, serait catastrophique pour des raisons autant agronomiques qu'écologiques, commente Philippe Pointereau, directeur du pôle agro-environnement de Solagro. On aura toujours besoin de l'élevage pour maintenir des paysages de prairies ouvertes et de bocages. Et on aura besoin d'animaux dehors pour des équilibres fertilisants. Comme la majorité des Français, je rejette le modèle de la "ferme des 1000 vaches", mais je suis attaché à ce que nous nommons les 3 P : pays, paysans, paysages. C'est la base de notre culture. »  OLIVIER NOUAILLAS



À LIRE 
La Cause des vaches, de Christian Laborde, Éditions du Rocher, 2016, 15 €.

L'écrivain Christian Laborde défend la lenteur de nos ruminants et leur présence dans les champs. À l'opposé du modèle des fermes-usines.

« Où sont passées nos vaches ? »

Le titre sonne comme un pamphlet, « poétique et franciscain », ajoute son auteur. Au printemps 2016, au plus fort de la polémique sur la « ferme des 1000 vaches », l'écrivain Christian Laborde publie *La Cause des vaches*. Un an après, le petit ouvrage aux 144 pages vogue vers les 7000 exemplaires vendus et a obtenu, en 2016, le prix dédié à la cause animale de la Fondation 30 Millions d'amis. Tout comme notre couverture sur la vache Itron (*La Vie* n° 3678 du 25 février 2016) – une de nos meilleures ventes en kiosques de l'an dernier – ou le beau parcours du film *la Vache*, de Mohamed Hamidi, ce triple succès dit quelque chose de l'attachement particulier des Français à cet animal ruminant. Bien au-delà de sa stricte fonction agricole.

LA VIE. Pourquoi les vaches méritent-elles d'être défendues ?



CHRISTIAN LABORDE. Ce livre est né d'un constat inquiétant : la vache a disparu du paysage. Moi qui sillonne à vélo les petites routes départementales des

Pyrénées, je suis frappé par leur quasi-absence dans les champs, ce qui n'était pas le cas il y a encore 10 ans. Où sont passées nos vaches ? Elle était dans la crèche, elle était dans les prairies... Aujourd'hui, elle n'est nulle part. Sont-elles toutes enfermées dans des stabulations comme dans cette horrible ferme-usine de 1000 vaches en Picardie, qui est l'exemple le plus criant de cet élevage industriel que je dénonce ? Et leurs cornes ? Que sont-elles devenues ? Vous voyez encore beaucoup de vaches avec des cornes ? On enferme les vaches, on les mutile... Moi je veux défendre un de nos animaux d'élevage les plus pacifiques.

On va vous reprocher d'avoir une vision passéiste de l'élevage...

C.L. Je ne nie pas que je suis inspiré par mes souvenirs d'enfance. À Aureilhan, un village des Hautes-Pyrénées, celui de mes parents et de mes grands-parents, les rues étaient tenues littéralement par les vaches, et le curé les bénissait une fois par an. Mais je ne célèbre pas le passé, je dénonce une barbarie, ce qui n'est pas la même chose. Il ne faut pas oublier que, à la différence des porcs et des poulets, la vache est un ruminant. Elle ne rumine pas que l'herbe,

elle rumine le temps...

Or, cette lenteur est devenue – je le crois profondément – insupportable à notre société consumériste. En s'en prenant à la vache, notre système agricole productiviste, soutenu par de puissants lobbys, montre qu'il veut nous faire vivre dans une sorte d'épilepsie permanente. J'ai écrit ce livre au nom des bêtes, le nom ancien que l'on donnait aux animaux, mais aussi au nom de ceux qui sont restés paysans et au nom des paysages que j'aime. Protéger les vaches, c'est protéger les hommes.

Le débat est devenu très passionnel en France. Un des bâtiments de la « ferme des 1000 veaux », en Creuse, a été incendié...

C.L. Toute violence est condamnable, mais la première des violences réside dans les conditions concentrationnaires de l'élevage industriel et dans le fonctionnement de nos abattoirs. Les vidéos de L214, comme celles qui ont été tournées à l'abattoir de Limoges, sont insupportables. D'ailleurs, les jeunes générations ne les supportent pas, et beaucoup de gens deviennent végétariens et végétariens.

C'est votre cas ?

C.L. Non, je suis un bon Français : j'aime le bœuf bourguignon ! Mais j'ai diminué ma consommation de viande pour des raisons à la fois éthiques et environnementales. Et, habitant à Pau, j'ai la chance de pouvoir acheter de la viande à des petits producteurs paysans que je connais et dans des circuits courts. Ma vision de l'agriculture, ce n'est pas celle de l'agrobusiness mais celle à la fois de José Bové et de Pierre Rabhi : sa fonction n'est pas de produire, mais de nous nourrir.  INTERVIEW O.N.



THOMAS LOUAPRE/DIVERGENCE POUR LA VIE

Ces paysans qui respectent les animaux

Des agriculteurs tournent le dos à l'élevage industriel et prennent soin de leurs bêtes par des méthodes plus naturelles, y compris en assumant l'abattage.

Norbert Lesné

46 ANS, ÉLEVEUR DE PORCS À PLÉLO (CÔTES-D'ARMOR)

« J'éleve mes cochons sur la paille »

« Les animaux, il faut les respecter, les bichonner. » Norbert Lesné, 46 ans, éleveur de porcs dans les Côtes-d'Armor, sait de quoi il parle. Avant de faire son retour sur l'exploitation familiale de 32 hectares à Plélo, un gros bourg de 3000 habitants à 15 km de Saint-Brieuc, il était ingénieur informatique dans la région parisienne. « J'appréciais les 35 heures, mais la nature bretonne, surtout le littoral et la mer, me manquait trop, alors je suis revenu au pays. » Mais avec un projet bien précis : « Élever des cochons sur la paille, comme le faisaient mes parents. Car, pour moi, le bien-être animal et le respect de l'environnement sont deux notions indissociables. »

Elles sont effectivement choyées, les 32 truies de Norbert ! D'abord, contrairement aux élevages conventionnels sur caillebotis, la paille est ici leur unique litière – presque 100 tonnes par an, récoltées à 80 % sur l'exploitation –, ce qui permet aux suidés de la fouiller avec leur groin, un acte naturel. Ensuite, le bâtiment qui les accueille est ouvert sur la lumière extérieure avec des filtres brise-vent. Et les conditions de confort n'ont rien à voir avec les porcheries industrielles : chaque truie a droit à 5 m², contre à peine 2,2 m² dans le conventionnel, là où on élève pourtant couramment de 700 à 800 truies... Mais c'est aussi en matière de soins que l'élevage de notre éleveur breton diffère de celui de ses confrères : « À part une vaccination annuelle, je n'ai pas recours aux antibiotiques. Et je ne coupe les queues ni ne lime les dents – pratiques courantes en élevage industriel – qu'en cas de nécessité absolue. S'il y a, par exemple, un comportement agressif ou des maladies, comme des mammites. »

La démarche de Norbert n'est pas isolée. Il appartient en effet au réseau Cohérence, qui regroupe 120 associations (écologistes, consommateurs, mais aussi agriculteurs)

dans l'ouest de la France, et qui veut offrir une véritable alternative aux élevages intensifs. Et le bien-être animal fait partie intégrante des critères de la filière Porc sur paille, mise en place par Cohérence avec une quinzaine d'éleveurs. « Avec, en plus, mon double étiquetage Label rouge et Porc authentique (alimentation sans OGM et enrichie en lin), je m'en sors bien économiquement », tient à souligner Norbert, qui vend ses produits dans cinq boucheries locales. « Car le bien-être animal va souvent de pair avec celui de l'éleveur. » O.N.



THOMAS LOUAPRE/DIVERGENCE POUR LA VIE

« Je revendique de prendre mon temps avec mes animaux, contrairement à l'élevage industriel, qui les pousse au rendement. »



ARNO BRIGNON/SIGNATURES POUR LA VIE

Stéphane Dinard

47 ANS, ÉLEVEUR À EYGURANDE-ET-GARDEDEUIL (DORDOGNE)
ET RESPONSABLE DU COLLECTIF QUAND L'ABATTOIR VIENT À LA FERME

« Leur offrir les meilleures conditions de vie possibles »

« C'est une question de cohérence : j'éleve mes animaux avec respect, je dois donc être là au moment de leur mise à mort. » Fort de ce principe, Stéphane Dinard, 47 ans, un grand gaillard aux cheveux longs, a fondé le collectif Quand l'abattoir vient à la ferme, qui regroupe une centaine d'éleveurs de toute la France. « Pour moi, il était important de sortir d'une forme de clandestinité, car c'est une pratique jusqu'à présent interdite en France. » Mais les choses bougent. Après les auditions de la commission d'enquête parlementaire sur les abattoirs, elle pourrait être autorisée en France à titre expérimental. Notamment avec un camion mobile qui irait de ferme en ferme, comme en Suède.

Revenu en 2005 sur les 6,5 hectares de ses grands-parents, Stéphane Dinard a rapidement construit un petit laboratoire de transformation attendant. « Je ne voulais pas que mes animaux subissent le stress lié au temps de transport pour des abattoirs où, parfois, les cadences entraînent des mauvais traitements. C'était possible de le faire chez moi, car je traite de petits volumes et seulement en hiver. » Son cheptel animal est, en effet, modeste :

quelques volailles, une vingtaine de porcs gascons à l'engraissement et une dizaine de vaches dextre, une Irlandaise de petite taille. Le tout élevé en bio et en vente directe. « Je n'ai que des races rustiques pour que toutes mes bêtes soient plus résistantes et ne prennent aucun antibiotique. »

Amoureux des bêtes et de la nature, Stéphane revendique cependant le droit de les consommer. « Pour des tas de raisons, il faut manger moins de viande, mais de la bonne. Je respecte les végétariens mais, pour moi, les animaux que j'éleve sont destinés à la consommation et donc, un jour, on doit les abattre, mais sans souffrance inutile. Et, avant, on doit veiller à leur offrir les meilleures conditions de vie possibles. » Ce qu'il résume par le triptyque « Naître, vivre et mourir à la ferme ». « C'est un retour au bon sens, souligne-t-il. Tout le contraire d'un système où on les enferme dans un bâtiment, pour leur faire manger des tourteaux de soja ou, jadis, des farines. » Chez Stéphane, tous les animaux vivent dehors, et les vaches mangent de l'herbe. « Je revendique de prendre mon temps avec mes animaux, contrairement à l'élevage industriel, qui les pousse au rendement. » O.N.

Guylain Pageot

43 ANS, ÉLEVEUR DE VACHES LAITIÈRES À BOURGNEUF-EN-RETZ (LOIRE-ATLANTIQUE)

« Je soigne mes vaches aux huiles essentielles et à l'homéopathie »

« **Q**uand, avec ma femme et mon frère, on s'est installés en bio en 1998, un des objectifs était de se passer de toute cette chimie, dans le traitement de nos sols mais aussi de nos bêtes. » Un objectif particulièrement réussi dans cette ferme du Marais-Champs, 180 hectares situés à Bourgneuf-en-Retz, à quelques kilomètres du littoral Atlantique. La production laitière, vendue pour moitié à la coopérative locale et pour moitié en direct, y repose sur 70 vaches laitières très choyées.

Après ses études dans une école d'agriculture à Rouen – « où on nous avait appris à ne voir l'animal que comme une machine à produire » –, Guylain a eu, en effet, la chance de rencontrer Bruno Giboudeau, un vétérinaire du Jura, créateur de la

méthode Obsalim. « Il s'agit d'observer six points sensibles de l'animal (poil, nez, yeux, bouses, etc.) pour déterminer la meilleure alimentation adaptée à sa physiologie. » Ce sera le début d'une belle aventure, avec, dans leur ferme en biodynamie, le pâturage des vaches se nourrissant exclusivement d'herbe et de foin, mais aussi des compléments céréaliers reposant sur quatre composantes (fleurs, feuilles, fruits et racines). « Nos vaches ne tombent pas malades, plus besoin d'antibiotiques, juste des huiles essentielles et de l'homéopathie. Par exemple, des mélanges à base d'ortie, de pissenlit et de chardon-marie pour le drainage de leur foie, mais aussi de petits granules de lycopodium pour calmer leur agressivité », détaille-t-il. Pas de stress du troupeau sur la ferme du Marais-Champs.

Reste la question délicate de l'abattage :

« Avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes, nous avons pu discuter avec des groupes végans et tenter de leur faire comprendre que nous ne sommes pas des exploitants d'animaux », explique Guylain, dont la femme est devenue présidente de la

Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab). « Nous leur montrons que pour avoir des légumes et des céréales, il faut aussi du fumier pour fertiliser les champs. C'est un équilibre à trouver. » En contact avec

l'abattoir de Challans, Guylain est aussi en train de mettre en place un groupe de réflexion avec d'autres éleveurs bio de Loire-Atlantique. À partir de cette idée qui lui tient à cœur : « Pour que la mort de l'animal ait un sens, il faut que sa vie ait un sens. C'est un contrat moral que nous passons avec nos animaux et qui nous oblige à les accompagner jusqu'au bout. » O.N.

« C'est un contrat moral que nous passons avec nos animaux et qui nous oblige à les accompagner jusqu'au bout. »

VEAUX, VACHES, COCHONS...



Benoît et Émilie Dufour

36 ET 32 ANS, ÉLEVEURS DE POULETS À SAINT-SENIER-DE-BEUVRON (MANCHE)

« Tous nos poulets sont élevés en plein air »

« **P**our nous, il est important que les 1000 poulets que nous élevons par bandes de 250 sortent, puissent gratter le sol, picorer l'herbe et les vers de terre. C'est la nature même du fonctionnement biologique de ce gallinacé », affirment de concert Benoît et Émilie Dufour, frère et sœur âgés de 36 et 32 ans. « Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'on parle de "nids-de-poule". Essayez donc d'en faire un dans un élevage hors sol ! », ajoutent-ils.

L'histoire de leur élevage commence en 2003, quand leurs parents rachètent le poulailler industriel d'un voisin qui vient de faire faillite. « Le premier geste de notre père a été d'ouvrir des trappes dans ce bâtiment de 400 m² pour que les poules puissent aller dehors, se sou-

viennent-ils. Nous avons poursuivi le mouvement lors de notre installation en 2015, en divisant le bâtiment en quatre lots. Objectif final : passer en bio. »

Cette sensibilité, ils la tiennent d'un double héritage familial : François Dufour, leur père, fut un leader de la Confédération paysanne ; et leur oncle, pédicure bovin, forma Benoît pendant 15 ans : « On soignait les pieds des vaches, car un animal qui souffre, c'est aussi un animal qui va produire moins de lait. Mon oncle avait même importé du Danemark une piscine pour les aider à se relever après un vêlage difficile. Bref, l'élevage industriel, c'était pas notre truc. »

Sur la ferme de la Binolais, à Saint-Senier-de-Beuvron (Manche), à une

vingtaine de kilomètres du Mont-Saint-Michel, les poulets de Benoît et Émilie disposent désormais de 2000 m² par bande pour gambader en plein air. Et, au lieu de ne vivre que 28 jours, comme dans le système conventionnel, ils jouissent désormais de 112 jours d'élevage avant d'être abattus. Avec une alimentation presque exclusivement produite sur la ferme : un mélange de blé et de pois avec un peu d'avoine. Beaucoup moins entassés, les poulets de Benoît et Émilie n'ont pas besoin non plus de médicaments et sont traités aux huiles essentielles et à l'homéopathie. « On ne peut cependant pas tout prévoir. À cause de l'épisode de grippe aviaire, nous sommes obligés de les tenir momentanément à l'intérieur du poulailler. »

« **Nous vendons toute notre production en direct,** informe Émilie. Aussi bien dans trois points de vente de la région, d'Avranches à Rennes, qu'à 16 associations de la région parisienne grâce au groupement Paysans et Fermiers bio de Normandie. » Et de constater : « Les consommateurs recherchent de plus en plus ce genre de produits et de traçabilité. Ça les rassure. » O.N.

